

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

**PO Box 1408, Room 100
167 Lombard Ave.**

**Winnipeg
Manitoba**

R3C 2Z1
Bid Fax: (204) 983-0338

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Western
Region

PO Box 1408, Room 100
167 Lombard Ave.

Winnipeg
Manitoba

R3C 2Z1

Title - Sujet Stabilized Whole Blood Product	
Solicitation No. - N° de l'invitation 6D063-133231/A	Date 2014-05-01
Client Reference No. - N° de référence du client 6D063-133231	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$WPG-207-8988
File No. - N° de dossier WPG-3-36324 (207)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-06-13	Time Zone Fuseau horaire Central Daylight Saving Time CDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Parker, LaVona	Buyer Id - Id de l'acheteur wpg207
Telephone No. - N° de téléphone (204)984-2351 ()	FAX No. - N° de FAX (204)983-7796
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PUBLIC HEALTH AGENCY OF CANADA 745 LOGAN AVENUE WINNIPEG MANITOBA R3E 3L5 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES**TITRE****PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Utilisateurs désignés
8. Instrument de commande
9. Limite des commandes subséquentes

10. Limitation financière
11. Ordre de priorité des documents
12. Attestations
13. Lois applicables
14. assurance

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Assurances
7. Clauses du Guide des CCUA

Liste des annexes :

- Annexe A - Besoin
Annexe B - Base de paiement
Annexe C - Offre à commandes de rapports

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;

Partie 3 Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et

Partie 7 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation et toute autre annexe.

2. Sommaire

L'Agence de la santé publique du Canada a besoin qu'on lui fournisse des produits de sang entier stabilisé pour son programme d'évaluation de la qualité et de l'uniformisation des mesures immunologiques adapté au VIH/sida. Les échantillons seront commandés trois (3) fois par année, vers les mois de juin, octobre et février. L'offre à commandes sera établie pour une période d'un (1) an et sera assortie d'une option permettant au Canada de renouveler le contrat pour trois (3) autres périodes d'un an.

Les offrants doivent fournir une liste de noms ou toute autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006 et 2007.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2014-03-01) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à

commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère " exclusif " doivent porter clairement la mention " exclusif " vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention " exclusif " feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

5. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois. À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (1 copie papier)

Section III : attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);

b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement). Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III : Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Le produit de contrôle de la qualité dosé de sang entier doit contenir des globules rouges et des globules blancs stabilisés dans un milieu de conservation.

Il doit être fourni en deux concentrations cliniquement significatives de lymphocytes CD4. Les concentrations cliniquement significatives sont considérées comme acceptables si la numération des lymphocytes CD4 se situe entre 125 et 225 cellules/ul et entre 350 et 500 cellules/ul.

Le sang entier destiné au contrôle de la qualité doit convenir à toute la gamme de programmes de numération des CD4 inscrits auprès du QASI, qui utilisent une grande diversité de méthodes, dont les suivantes : BD FACSCalibur, BD FACSanto, BD FACScount, Coulter Epics XL-MCL, Coulter FC500, Guava®PCA, CyFlow® Counter, PimaTM.

Lorsqu'ils sont entreposés à une température de 2 °C à 10 °C, les produits des deux concentrations doivent demeurer stables pendant 45 jours dans une fiole scellée, et pendant 9 cycles thermiques une fois la fiole ouverte.

Ils doivent être fournis dans des fioles individuelles contenant <_750 ul..

Ils doivent être fournis dans des fioles individuelles pourvues d'une étiquette " noir et blanc " sur laquelle seront indiqués le numéro de session QASI et le numéro d'échantillon.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 référer à l'annexe b - base de paiement

2. Méthode de sélection

2.1 Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrans doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrans remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des instructions uniformisées 2006. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des " soumissionnaires à admissibilité limitée " (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de

contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une

coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires admissibilit limite » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'offre à commandes et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

2. Exigences relatives à la sécurité

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2005 (2014-03-01), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « C ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être

indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

1^{er} trimestre : du 1^{er} juin au 31 août;

2^e trimestre : du 1^{er} septembre au 30 novembre;

3^e trimestre : du 1^{er} décembre au 28 février;

4^e trimestre : du 1^{er} mars au 31 mars.

Voici la répartition des trimestres :

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du date d'attribution au 31 mai 2015.

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire trois (3) un (1) périodes de l'année, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 15 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : LaVona Parker
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements

Adresse : 100-167 Lombard Rue
Winnipeg, MB R3C 2Z1

Téléphone : 204-984-2351

Télécopieur : 204-983-7796

Courriel : lavona.parker@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom : TBD _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : TBD.

7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire *PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commande*.

10. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser TBD (taxes applicables incluses)

11. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de TBD \$, (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 3 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

12. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2014-03-01), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010A (2014-03-01) Conditions générales - biens (complexité moyenne) ;
- e) l'Annexe " A ", Besoin;
- f) l'Annexe " B ", Base de paiement;
- g) l'Annexe " C ", Offre à commandes formulaire de déclaration;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ .

13. Attestations

13.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà

de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010A (2014-03-01), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance, de Conditions générales - biens (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaire l'annexe B, selon un montant total de _____ \$ (insérer le

montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

4.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

4.3 Paiement unique

Clause du Guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

4.4 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

5. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé " Présentation des factures " des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6. Assurances

Clause du Guide des CCUA G1005C (2008-05-12), Assurances

7. CCUA

A9068C	Règlements concernant les emplacements du gouvernement (2010-01-11)
B7500C	Marchandises excédentaires (2006-06-16)

ANNEXE " A "

BESOIN

1. Portée

1.1. Titre

Produit de sang entier stabilisé destiné au programme d'évaluation de la qualité et de l'uniformisation des mesures immunologiques appliquées au VIH/sida.

1.2. Introduction

Le QASI a besoin d'un produit de contrôle de la qualité dosé constitué de sang entier contenant des globules rouges et des globules blancs humains stabilisés dans un milieu de conservation. Le produit doit être fourni en deux concentrations cliniquement significatives de lymphocytes CD4.

1.3. Objectifs du besoin

Un produit contrôle de sang entier dosé fourni en deux concentrations cliniquement significatives de lymphocytes CD4 sera acheté chaque année. Le produit sera expédié dans des fioles de 750 µL portant une étiquette personnalisée, et livré au Laboratoire national d'immunologie du VIH situé au Centre de recherche en infectiologie JC-Wilt.

1.4. Contexte et portée particulière du besoin

Le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) demeure un problème de santé extrêmement préoccupant à l'échelle mondiale. Plus de 34 millions de personnes vivent actuellement avec le VIH et 2,5 millions de nouvelles personnes sont infectées chaque année (rapport mondial de l'OMS sur le sida, ONUSIDA 2011). Le VIH entraîne une immunodéficience grave, désignée sous le nom de " syndrome d'immunodéficience acquise (sida) ". Les lymphocytes T CD4 sont des globules blancs qui jouent un rôle primordial dans la lutte contre les infections. Aussi, la numération des lymphocytes T CD4 est un indicateur important qui permet de déterminer à quel stade d'infection se trouve une personne atteinte du VIH, si l'infection a progressé vers le sida, et comment une personne infectée répond à un traitement antirétroviral (TAR).

En 1996, un programme d'évaluation externe de la qualité non rémunéré, le programme international d'évaluation de la qualité et de l'uniformisation des mesures immunologiques appliquées au VIH/sida (QASI), a été mis en œuvre à l'échelle mondiale afin d'aider les pays qui disposent de peu de ressources à effectuer le suivi de l'état immunitaire des personnes atteintes du VIH. Au cours de la dernière décennie, le Laboratoire national d'immunologie du VIH (LNIV) a créé des liens étroits avec l'Organisation mondiale de la Santé, les Centers for Disease Control and Prevention aux États-Unis et la Clinton Foundation afin de faciliter l'accès au programme dans le monde entier.

Les travaux du QASI sont principalement axés sur l'évaluation de la qualité en ce qui concerne la numération des sous populations de lymphocytes T. Dans le but d'améliorer la qualité des

pratiques de laboratoire, le QASI fait parvenir aux organismes participants, trois fois par année, un panel d'assurance qualité externe (AQE) composé de deux produits de sang entier stabilisé contenant respectivement un nombre faible et un nombre élevé de lymphocytes T CD4, pour l'immunophénotypage par cryométrie de flux. Les participants reçoivent 2 fioles de 750 µL de produit de sang entier stabilisé par session.

Le QASI a besoin, pour ses panels d'AQE, de produits de sang entier pour le contrôle de la qualité qui possèdent un degré de stabilité élevé et qui sont compatibles avec une grande variété de méthodes d'analyse. L'utilisation de ce sang entier témoin fournit des données de contrôle de la qualité qui permettent de confirmer la précision et l'exactitude des résultats obtenus au moyen des cymomètres de flux. Puisque le programme dessert des régions du monde où la livraison prend généralement plus de trois jours, l'utilisation de sang frais pour les panels de contrôle de la qualité n'est pas envisageable.

1.5. Spécifications et normes

Les commandes, d'un ordre de 2000 à 6000 fioles, seront passées approximativement en juin 2014, en octobre 2014 et en février 2015. Les échantillons doivent être expédiés dans les 8 à 12 semaines suivant la commande.

1.6. Environnement technique, opérationnel et organisationnel

L'offrant prendra des dispositions afin que son produit soit expédié au Laboratoire national d'immunologie du VIH du Centre de recherche en infectiologie JC-Wilt.

1.7. Méthode et source d'approbation

Dès réception, la qualité et le rendement des produits de contrôle de sang entier stabilisé seront évalués par une mise à l'essai effectuée avec des cytomètres du laboratoire, dont les suivants : BD FACSCalibur, BD FACSanto, BD FACScount, Coulter Epics XL-MCL, Coulter FC500, Guava®PCA, CyFlow® Counter, PIMATM .

1.8. Exigences en matière de rapports

L'offrant doit fournir une (1) copie en format électronique et une (1) copie imprimée du certificat d'analyse associé à chacun des trois envois.

1.9. Procédures de contrôle de la gestion du projet

La personne désignée dans la proposition comme étant le responsable de projet ou le responsable technique assurera la liaison avec l'offrant lors de la commande et de la réception.

La documentation, à savoir les certificats d'analyse, sera remise à la personne désignée dans la proposition comme étant le responsable de projet ou le responsable technique.

1.10. Obligations de l'entrepreneur

- À moins d'avis contraire, l'offrant doit se servir de son propre matériel et de ses propres logiciels pour s'acquitter du présent énoncé de travail.
- Le titre de propriété de l'équipement et de l'ameublement imputé à ce contrat sera dévolu au Canada lors du paiement des montants facturés et doit rester ainsi dévolu en permanence.
- Pour chaque pièce d'équipement achetée, l'offrant doit consigner le type d'équipement, le nom du fabricant, le numéro de modèle, le numéro de série, les options incluses, le nom du fournisseur ainsi que le prix. Cette information doit être envoyée par l'offrant au responsable de projet.
- L'offrant doit étiqueter tout l'équipement et les fournitures comme étant la propriété du Canada.
- Nonobstant le fait que l'équipement et les fournitures visés par cette offre à commandes sont dévolus au Canada, ils doivent rester sous la garde et le contrôle de l'offrant jusqu'à ce que le chargé de projet fournisse les directives de livraison. Pendant cette période, l'offrant doit prendre soin de l'équipement et des fournitures de manière raisonnable et appropriée.

ANNEXE " B " - Base de paiement

Les offrants doivent **OBLIGATOIREMENT** présenter tous les prix/taux inclusifs pour la période de la demande d'offre à commandes (DOC) proposée dans les barèmes de prix qui suivent. Lorsque remplie, la présente annexe sera considérée comme l'offre financière de l'offrant.

Les offrants doivent présenter leur offre conformément à l'unité de distribution exigée. Il incombe aux soumissionnaires d'effectuer la conversion vers les unités de mesure indiquées. À défaut de se conformer à cette exigence, la soumission pourrait être jugée irrecevable et écartée d'emblée.

Si une erreur survenait dans le calcul du prix de l'offre du proposant, le prix unitaire aura préséance et le prix calculé sera corrigé dans l'évaluation.

Les tarifs indiqués ne doivent pas changer pendant la période du contrat. Les tarifs DOIVENT comprendre TOUS les coûts associés à la prestation des services conformément à l'annexe A ci jointe (Besoin). La TPS, s'il y a lieu, n'est pas incluse et doit figurer séparément dans toute facture subséquente. Les paiements seront versés en fonction des prix ci-dessous.

L'utilisation estimée ne sert qu'à des fins d'évaluation.

Durée: de la date d'attribution au 31 mai 2015					
article	description	Quantité estimée	Unité de distribution	Prix unitaire	Coût multiplié
1	Échantillons	5,082	Chaque	\$	\$
2	Expédition (prix de lot)	3	Chaque	\$	\$
total					

Période facultative du 1 ^{er} juin 2016 au 31 mai 2017					
article	description	Quantité estimée	Unité de distribution	Prix unitaire	Coût multiplié
1	Échantillons	5,082	Chaque	\$	\$
2	Expédition (prix de lot)	3	Chaque	\$	\$
total					

article	description	Quantité estimée	Unité de distribution	Prix unitaire	Coût multiplié
1	Échantillons	5,082	Chaque	\$	\$
2	Expédition (prix de lot)	3	Chaque	\$	\$
total					

Solicitation No. - N° de l'invitation

6D063-133231/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

6D063-133231

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

WPG-3-36324

Buyer ID - Id de l'acheteur

wpg207

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Période facultative du 1 ^{er} juin 2017 au 31 mai 2018					
article	description	Quantité estimée	Unité de distribution	Prix unitaire	Coût multiplié
1	Échantillons	5,082	Chaque	\$	\$
2	Expédition (prix de lot)	3	Chaque	\$	\$
total					

RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES

Faire parvenir à :

L'ATTENTION DE LaVona Parker

Solicitation No. - N° de l'invitation

6D063-133231/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

wpg207

Client Ref. No. - N° de réf. du client

6D063-133231

File No. - N° du dossier

WPG-3-36324

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Télécopieur : 204-983-7796

Téléphone : 204-984-2351

Courriel : lavona.parker@pwgsc-tpsgc.gc.ca

FOURNISSEUR :

No DE L'OFFRE À COMMANDES

MINISTÈRE OU ORGANISME :

Période de référence

Élément n°	Description de la commande	Valeur de la commande	TPS/TVH
A) Valeur totale en dollars des commandes pour la période de référence :			
B) Commandes totales accumulées à ce jour :			
(A+B) Commandes totales accumulées :			

AUCUN RAPPORT : Nous n'avons pas conclu d'affaires avec le gouvernement du Canada pour cette période []

PRÉSENTÉ PAR :

Nom :

Numéro de téléphone :

SIGNATURE :

DATE :